



Pacte international relatif aux droits civils et politiques

Distr. générale
21 septembre 2012
Français
Original: anglais

Réunion des droits de l'homme

Trente-deuxième réunion

New York, 6 septembre 2012

Point 5 de l'ordre du jour provisoire

Élection, conformément aux articles 28 à 32

**du Pacte international relatif aux droits civils et politiques,
de neuf membres du Comité des droits de l'homme
en remplacement de ceux dont le mandat vient
à expiration le 31 décembre 2012**

Élection de membres du Comité des droits de l'homme*

Note du Secrétaire général

Additif

1. En application des articles 30 (par. 4) et 32 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la trente-deuxième réunion des États parties au Pacte sera convoquée par le Secrétaire général au Siège de l'Organisation des Nations Unies pour le jeudi 6 septembre 2012.
2. Dans les documents CCPR/SP/81/Add.1 à 3 figurent les 11 curriculum vitae de candidats reçus au 26 juin 2012 et d'autres reçus après le 26 juin 2012.
3. Le présent document contient le curriculum vitae du candidat présenté par la Gambie le 31 août 2012.
4. En lien avec le document CCPR/SP/81/Add.3, la Mission permanente de Bahreïn auprès de l'Organisation des Nations Unies, par une note datée du 4 septembre 2012, a informé le secrétariat que le Gouvernement bahreïnite avait décidé de retirer la candidature de M. Ahmed Abdulla Fahren à l'élection au Comité des droits de l'homme.

* Les curriculum vitae complets des candidats, tels que les ont soumis les États parties concernés, sont disponibles sur le site Web du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (<http://www2.ohchr.org/english/bodies/hrc/elections32nd.htm>).

Annexe

Curriculum vitae d'une candidate

Nacesay Salla-Wadda

Date et lieu de naissance: 27 octobre 1971, Banjul

Langues de travail: anglais

Situation/fonction actuelle

Juge à la Cour d'appel de Gambie

Principales activités professionnelles (de 1978 à 2010)

i) De décembre 1992 à septembre 1994: Travaille comme assistante au cabinet de l'Attorney général (Ministère de la justice). Attachée au bureau du directeur des poursuites, direction des affaires criminelles du cabinet de l'Attorney général (Ministère de la justice). Responsable de l'enregistrement de tous les dossiers, des affaires soumises au ministère public et des différentes requêtes au greffe du tribunal de grande instance ainsi que des déclarations écrites sous serment destinées au ministère public. Travaille également au département de l'administrateur des successions *ab intestat*.

ii) De novembre 1997 à septembre 1998: Procureur à la division des affaires criminelles du cabinet de l'Attorney général (Ministère de la justice). Chargée de rédiger des avis juridiques, principalement dans le cadre d'affaires pénales, des mémoires en demande et en réplique, des actes d'accusation et d'autres types de documents juridiques, ainsi que de représenter le ministère public dans toutes sortes d'affaires devant les *Magistrates Courts* (tribunaux de première instance).

iii) De décembre 1999 à 2001: Procureur au cabinet de l'Attorney général (Ministère de la justice). Toujours affectée à la direction des affaires criminelles du Ministère de la justice, mais chargée aussi de rédiger des avis juridiques sur des affaires pénales, des documents juridiques, principalement dans le cadre d'affaires pénales, de représenter le ministère public dans toutes sortes d'affaires devant les *Magistrates Courts*, le tribunal de grande instance, la Cour d'appel et la Cour suprême, et de conseiller le Gouvernement sur des questions de droit pénal.

iv) De janvier 2002 à décembre 2003: Promue procureur principal, chargée, outre les tâches susmentionnées, d'encadrer les jeunes procureurs dans les affaires aussi bien pénales que civiles.

v) De juillet 2002: Remplace l'administrateur des successions *ab intestat* pendant trois mois.

vi) De janvier 2004 à avril 2005: promue procureur en chef. Outre les tâches susmentionnées, est chargée d'exercer seule l'action publique dans des affaires pénales importantes, le plus souvent sans supervision.

vii) D'avril 2005 à décembre 2005: Promue directrice adjointe des poursuites à la direction des affaires criminelles du Ministère de la justice. Travaille alors directement avec le directeur des poursuites et sous sa supervision. Chargée d'exercer l'action publique dans des affaires pénales majeures, et de toutes sortes:

Homicides, autres atteintes aux personnes, criminalité transnationale, infractions liées à la législation relative aux stupéfiants, traite d'enfants, délits économiques, etc.

À cette époque, agit en qualité de directrice des poursuites de la direction des affaires criminelles en l'absence du directeur des poursuites.

Dirige également l'unité des homicides de la direction des affaires criminelles du cabinet de l'Attorney général.

Est aussi administratrice et conseillère juridique pour certaines institutions comme le Bureau des femmes: donne notamment des conseils juridiques sur des questions d'égalité des sexes, l'interprétation et l'analyse de conventions internationales comme la Convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes, la Constitution de 1997 et d'autres lois gambiennes et sur toute autre question d'ordre juridique qui peut se poser.

Participe également à l'établissement des instruments de ratification du Statut de Rome de la Cour pénale internationale par la Gambie et, à ce titre, assiste à la première Assemblée des États parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale, au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, tenue du 3 au 10 septembre 2002.

Chargée, en outre, de suivre les activités de la Cour pénale internationale et de l'Assemblée des États parties à La Haye (Pays-Bas), ainsi que celles des tribunaux suivants:

- TPIR, Tribunal pénal international pour le Rwanda;
- TPIY, Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie;
- Tribunal spécial pour la Sierra Leone;
- Tribunal spécial pour l'Iraq.

Chargée également de suivre le Comité consultatif des dossiers administratifs.

De décembre 2005 à septembre 2006: Nommée adjointe par intérim de l'Attorney général et référendaire au cabinet de l'Attorney général (Ministère de la justice), chargée de conseiller le Gouvernement gambien et les ministères sur toutes sortes de questions juridiques, et de superviser la gestion du Ministère de la justice.

De septembre 2006 à septembre 2007: Obtient une bourse *Chevening* du British Council, par le biais du Department for International Development, pour suivre un programme de maîtrise d'un an sur le droit des droits de l'homme, à la London Metropolitan University à Londres (Royaume-Uni).

D'octobre 2007 à décembre 2010: Nommée juge au tribunal de grande instance, elle siège dans plusieurs chambres, dont la chambre pénale, la chambre des affaires familiales et autres, la chambre de Brikama et actuellement la chambre commerciale.

Études

Gambia High School, Banjul (Gambie): G.S.C.E. Ordinary level (1990) Division One: AGG: 18.

Gambia High School, Banjul (Gambie): G.S.C.E. Advanced level (1992). Obtient trois «A» en octobre 1992.

Anglia Polytechnic University (Royaume-Uni) licence en droit (LLB) avec mention 2.2.

École de droit de la Sierra Leone, programme de formation à la profession d'avocat, B.L. 2:1.

Appelée au barreau de Gambie le 22 décembre 1999, reçoit le certificat de pratique pour exercer en tant qu'avocate et conseillère juridique auprès des juridictions supérieures de Gambie.

London Metropolitan University, maîtrise en droit.